

Transparency International soutient la lutte contre la corruption au Burundi

PANA, 05 juillet 2011 Bujumbura, Burundi - L'Association burundaise des consommateurs (ABUCO) a ouvert lundi à Bujumbura un Centre d'assistance juridique et d'action citoyenne (CAJAC) dans le cadre de ses efforts visant à lutter contre le phénomène grandissant de la corruption dans le pays. Le centre est ouvert grâce à l'appui financier de Transparency international. Selon le président de l'ABUCO, Noel Nkurunziza, le CAJAC aura pour missions de renforcer le pouvoir des victimes des pratiques de la corruption en leur apportant des conseils et une assistance juridique gratuits. L'autre objectif du centre est de participer au renforcement des capacités de la société civile et des institutions en matière de lutte contre la corruption. Le centre va également renforcer les capacités des victimes et ténus de la corruption afin qu'ils puissent faire valoir leurs droits. Tous les citoyens peuvent accéder aux services du CAJAC, à commencer par les indigents, les pauvres et les plus vulnérables, indique l'ABUCO. Le CAJAC est la seconde organisation de la société civile à se lancer dans la lutte contre le fléau social après l'observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques et financières (OLUCOME). Au niveau institutionnel, l'Etat burundais a créé un ministère de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption ainsi qu'une brigade et une cour anti-corruption. Le phénomène a commencé à prospérer surtout à l'ombre de la décennie écoulée de guerre civile qui a affaibli considérablement l'autorité de l'Etat et ouvert la voie à des pratiques à grande échelle de corruption et autres malversations économiques et financières qui se découlent en termes de centaines millions de dollars us dans l'un des pays les plus pauvres de la planète.